ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 24 mars 1986, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant certaines dispositions administratives relatives à la carrière de certains agents de la Régie des Voies aériennes", a donné le 14 avril 1986 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 24 maart 1986 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van sommige administratieve bepalingen betreffende de loopbaan van sommige ambtenaren van de Regie der Luchtwegen", heeft op 14 april 1986 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. En vertu de l'article 3, § 1er, alinéa 1er, 2°, et de l'annexe I de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, le régime de la loi du 19 décembre 1974 est rendu applicable au personnel de la Régie des voies aériennes qui relève du comité de secteur VI, communications.

L'arrêté en projet traite de questions relevant de la réglementation de base définie par l'arrêté royal du 29 août 1985 et doit faire l'objet d'une négociation en comité de secteur.

Selon l'article 101 de l'arrêté royal du 28 septembre 1984, modifié par l'arrêté royal du 17 juillet 1985, les dispositions des statuts syndicaux antérieurs relatives à la consultation syndicale dans des matières qui doivent faire l'objet d'une négociation dans des comités de secteur ont cessé d'être applicables depuis le 23 décembre 1985 pour le secteur VI, communications.

Toutefois, conformément à l'article 101bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 17 juillet 1985, les avis rendus à l'issue des procédures de consultation syndicale conservent leur validité pour autant que le texte définitif de l'arrêté royal en projet s'accorde avec le texte soumis aux organes de consultation syndicale et que l'arrêté soit pris avant le 23 avril 1986. L'arrêté actuellement en projet doit donc être pris avant cette date.

.../...

2. L'arrêté royal en projet contient, d'une part, un grand nombre de dispositions modificatives de l'arrêté royal du 7 novembre 1980 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de la Régie des voies aériennes (articles 1er à 8), et, d'autre part, des dispositions présentées comme autonomes bien qu'elles déterminent des conditions d'accès ou de promotion à des grades classés dans le même arrêté royal du 7 novembre 1980.

Par ailleurs, l'arrêté royal précité du 7 novembre 1980 est vicié par l'omission de la formalité substantielle de la consultation du Conseil d'Etat, section de législation, l'urgence qui aurait dispensé de cette consultation n'étant pas spécialement motivée, contrairement à la règle inscrite à l'article 3, § 1er, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.

Le **procédé** qui consiste à modifier certaines dispositions de l'arrêté royal ainsi vicié, n'est pas satisfaisant. L'article 107 de la Constitution ferait, en effet, une obligation au juge de refuser l'application de l'arrêté précité, dans ses dispositions illégales - c'est-à-dire partiellement - ce qui risquerait de conduire à des incohérences.

Il conviendrait donc d'abroger l'arrêté royal du 7 novembre 1980 précité et de reprendre dans un nouvel arrêté toutes les dispositions relatives au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de la Régie des voies aériennes qui se trouvent dans cet arrêté royal et dans les arrêtés royaux modificatifs des 20 février 1981, 4 août 1982, 2 février 1983, 4 août 1983 et 28 novembre 1985, ainsi que celles qui font l'objet de l'arrêté actuellement en projet.

+

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

A l'alinéa 1er, mieux vaut écrire :

"Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1er, modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967;".

L'intitulé exact de l'arrêté royal du 5 octobre 1970 visé à l'alinéa 2 est : arrêté royal portant refonte du statut de la Régie des voies aériennes.

A la fin de l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire : "..., 2 février 1983, 4 août 1983 et 28 novembre 1985;".

La validité de l'avis du Comité de consultation syndicale dépendant de la date à laquelle il a été donné, cette date doit être mentionnée à l'alinéa 4.

DISPOSITIF.

Dans le cas où le Ministre jugerait ne pas devoir suivre la suggestion faite dans l'observation générale n° 2, il y aurait lieu, néanmoins, de modifier l'ordre de présentation des articles du projet, en commençant par les dispositions qui modifient les articles de l'arrêté royal du 7 novembre 1980 avant de procéder aux modifications des annexes de cet arrêté.

+

Article 1er.

1. Dans le texte français, il convient d'écrire "§ 1er" et non "§ 1". La même remarque vaut pour d'autres dispositions du projet.

2. Dans la phrase liminaire du paragraphe 1er, il n'y a pas lieu de viser les arrêtés royaux des 2 février 1983 et 4 août 1983, car ils n'ont apporté aucune modification expresse à l'annexe I. En revanche, il faut ajouter l'arrêté royal du 28 novembre 1985.

3. Dans l'annexe I, Répartition des grades entre les différents niveaux et rangs, les classements par ordre alphabétique des dénominations, en langue française et en langue néerlandaise, sont établis en suivant l'ordre

Niveau 4 : rang 41, 43, 44 ...
Niveau 3 : rang 30, 32, 34 ...
Niveau 2 : rang 20, 21, 22 ...
Niveau 1 : rang 10, 11 ...

Il conviendrait de présenter les modifications à y apporter en suivant le même ordre.

La même remarque vaut pour l'article 2.

4. Aucune condition n'est prévue par le projet pour la nomination au grade de directeur de formation.

Il résulte des explications fournies au Conseil d'Etat qu'en réalité ce directeur est un directeur parmi d'autres, qui est plus particulièrement affecté au centre de formation et que les conditions de nomination à ce grade sont identiques à celles qui sont prévues pour la nomination aux autres emplois de directeur.

Il convient donc, au paragraphe 1er, d'omettre les mots "au rang 13 Directeur de formation".

5. Dans le texte français du paragraphe 1er, rang 35, il y a lieu d'écrire "agent de police principal d'aéroport".

La même remarque vaut pour l'article 22.

.../...

Article 3.

1. Il est proposé de rédiger cet article de la façon suivante, en supprimant la subdivision en deux paragraphes :

"A l'annexe 2 du même arrêté, "grades de base auxquels un grade de "premier" est lié", modifiée par les arrêtés des 20 février 1981 et 4 août 1982, sont apportées les modifications suivantes :

1° à la rubrique A. "Personnel administratif" :

niveau 3

... (la suite comme au projet);

niveau 2

... (la suite comme au projet);

2° à la rubrique B. "Personnel de maîtrise, gens de métier et de service :

niveau 2

... (la suite comme au paragraphe 2 du projet)".

2. Il résulte de la comparaison de l'article ler, § 3, qui donne une liste de grades supprimés à l'annexe 1 A, et de l'article 3, § ler, qui donne une liste de grades supprimés à l'annexe 2, que le Ministre entend maintenir au profit des agents titulaires d'un grade supprimé, le bénéfice de l'octroi du grade de "Premier" si celui-ci existait.

.../...

Cette intention ne se manifeste pas dans le projet pour l'"opérateur-photographe".

Il convient dès lors de compléter sur ce point l'article 3, § 1er (devenant 1°).

Article 4.

1. L'usage recommande de consacrer en principe un article distinct à chacun des articles à modifier.

Il conviendrait donc d'écrire :

"Article ... .-

L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

"Article 4. § 1er ... (la suite comme au projet)".

Par ailleurs, le nouvel article modifiant l'article 5 devrait être introduit comme suit :

"Article ... .

L'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 août 1982, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 5. § 1er. ...".

La même remarque vaut pour l'article 7.

2. Dans le texte français de l'article 4, § 2, en projet, les mots "l'examen dont question au paragraphe 1er" doivent être remplacés par les mots "l'examen dont il est question au paragraphe 1er". La même remarque vaut pour l'article 5, § 2, en projet, et pour l'article 15, § 2.

.../...

Article 6.

Dans le texte néerlandais de cet article, il convient d'écrire "opgeheven" au lieu de "geschrapt".

Article 8.

1. Il convient de consacrer un article distinct à chacune des dispositions à modifier.

La disposition introduisant l'article 57 en projet devrait comporter la phrase liminaire suivante :

"L'article 57 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 4 août 1982, est remplacé par la disposition suivante :".

2. Dans le texte français de l'article 57, § 2, en projet, les mots "dont question" doivent être remplacés par les mots "dont il est question".

Article 9.

Au 1°, il est incorrect de faire référence au statut des agents de l'Etat, celui-ci n'étant pas applicable aux agents de la Régie des voies aériennes.

Il est proposé de rédiger l'article de la manière suivante :

"Article ... .

Sont admis au stage en qualité d'informaticien, les lauréats du concours de recrutement ouvert :

.../...

1° aux porteurs d'un diplôme d'ingénieur civil ou au personnes qui, ayant terminé avec fruit les études de l'école d'application de l'artillerie et du génie à l'Ecole royale militaire (section polytechnique), sont autorisées à porter le titre d'ingénieur civil;

2° aux porteurs ... (la suite comme au 2° du projet);

3° aux porteurs ... (la suite comme au 3° du projet)".

Article 11.

Dans le texte néerlandais, il convient d'écrire au 1) "niveau-anciënniteit" au lieu de "niveauanciënniteit", et au 2) "gegradueerde" au lieu de "graduaat".

Article 12.

1. Dans le texte français, il y a lieu de remplacer le mot "détenteurs" par le mot "porteurs".

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle le projet ne précise pas si l'emploi d'"opérateur-simulateur" sera attribué par recrutement, par promotion ou par changement de grade.

Article 14.

Les mots "après la réussite du cours" doivent être remplacés par les mots "après la réussite à l'examen sur le cours".

La même remarque vaut pour l'article 17, § 3.

.../...

Article 16.

A l'alinéa 2, il y a lieu d'écrire "titulaires du grade" et non "revêtus du grade". Au même alinéa, le mot "également" doit être supprimé.

Les mêmes remarques valent pour l'article 19, alinéa 2.

Article 18.

Pour se conformer à la terminologie de l'article 1er, § 1er, rangs 10 et 11, il faut, dans le texte français, écrire "Le grade de commandant d'aéroport-adjoint principal" et "du grade de commandant d'aéroport adjoint".

La même remarque vaut pour l'article 19, alinéas 1er et 2.

Article 21.

Il est proposé d'écrire "après la réussite des épreuves de l'Ecole de police" au lieu de "après la réussite des cours d'Ecole de Police".

Article 26.

Il résulte de cet article que le cadre du personnel devra prévoir un emploi de chef de service de la police d'aéroport.

Si tel n'était pas le cas, l'article devrait être revu.

.../...

Article 27.

La rédaction suivante est proposée :

"Article ... .-

A l'article 4 de l'arrêté royal du 4 août 1982 modifiant l'arrêté royal du 7 novembre 1980 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents de la Régie des voies aériennes, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au paragraphe 1er, Section A. Personnel administratif, niveau 3, est insérée la mention "agent de police d'aéroport".

2° Au paragraphe 1er, Section A. Personnel administratif, niveau 2, les mots "sous-chef d'aérodrome" sont remplacés par les mots "inspecteur-adjoint".

3° Le paragraphe 3, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

"... (la suite comme au projet, sauf à écrire à la fin : "...; pour le niveau 2 et pour le grade d'agent de police d'aéroport, l'ancienneté est comparée par grade)".

Article 28.

C'est le Roi qui est chargé par l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, de fixer le statut du personnel.

L'article 28 du projet, en déléguant au Ministre la fixation de tout ce qui concerne les programmes des concours, examens, épreuves et périodes d'instruction, excède la limite des pouvoirs réglementaires que le Roi peut subdéléguer.

Par ailleurs, les mots "dont question dans cet arrêté" doivent être remplacés par les mots "dont il est question dans le présent arrêté".

Article 29.

Les compétences du Ministre en matière de commerce extérieur ne doivent pas apparaître dans l'exécutoire.

+

OBSERVATIONS FINALES.

1. Le projet ne fixe pas les conditions de nomination au grade de correspondant adjoint de 1ère classe de mécanographie, visé à l'article 1er, § 1er, rang 35. Le projet devrait être complété sur ce point.

2. Le Ministre devra examiner s'il ne convient pas qu'à chaque grade rayé corresponde une mesure transitoire prévoyant que l'agent qui est titulaire du grade rayé à la date de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet est nommé à la même date à un grade déterminé, avec maintien de l'ancienneté acquise dans le grade rayé.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Bij artikel 3, § 1, eerste lid, 2°, en bijlage I van het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, wordt de bij de wet van 19 december 1974 ingestelde regeling toepasselijk verklaard op het personeel van de Regie der Luchtwegen, waarvoor het sectorcomité VI, verkeerswezen, bevoegd is.

Het ontworpen besluit behandelt aangelegenheden die behoren tot de door het koninklijk besluit van 29 augustus 1985 vastgestelde grondregeling; er moet in het sectorcomité over worden onderhandeld.

Artikel 101 van het koninklijk besluit van 28 september 1984, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1985 houdt in dat de bepalingen van de vroegere syndicale statuten met betrekking tot de syndicale raadpleging inzake aangelegenheden waarover in de sectorcomités onderhandeld dient te worden, voor sector VI, verkeerswezen, hebben opgehouden toepasselijk te zijn sinds 23 december 1985.

Overeenkomstig artikel 101bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 17 juli 1985, behouden de krachtens de syndicale raadplegingsprocedures uitgebrachte adviezen evenwel hun geldigheid voor zover de definitieve tekst van het ontworpen koninklijk besluit in overeenstemming te brengen is met de tekst die is voorgelegd aan de organen van syndicale raadpleging en het besluit wordt uitgevaardigd vóór 23 april 1986. Het besluit dat thans in ontwerp is, dient dus voor die datum te worden uitgevaardigd.

.../...

2. Het ontworpen koninklijk besluit bevat enerzijds een groot aantal bepalingen tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 november 1980 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige ambtenaren van de Regie der Luchtwegen (artikelen 1 tot 8) en anderzijds bepalingen die als autonome bepalingen worden voorgesteld, hoewel zij voorwaarden stellen voor toelating of bevordering tot graden waarvan de indeling in hetzelfde koninklijk besluit van 7 november 1980 wordt geregeld.

Anderzijds is het voornoemde koninklijk besluit van 7 november 1980 gevitieerd doordat is voorbijgegaan aan het substantiële vormvereiste dat erin bestaat het advies van de Raad van State, afdeling wetgeving, te vragen, terwijl de dringende noodzakelijkheid, die vrijstelling zou hebben verleend van de verplichting om dat advies te vragen, niet met bijzondere redenen was omkleed, zulks in strijd met het voorschrift van artikel 3, § 1, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State, welk artikel is gewijzigd bij artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

De werkwijze die erin bestaat sommige bepalingen van het aldus gevitieerde koninklijk besluit te wijzigen is niet bevredigend. Krachtens artikel 107 van de Grondwet zou de rechter immers verplicht zijn de toepassing van het voornoemde besluit wat de onwettige bepalingen ervan betreft - dit wil zeggen gedeeltelijk - te weigeren, hetgeen tot incoherenties zou kunnen leiden.

Het zou dus raadzaam zijn het voornoemde koninklijk besluit van 7 november 1980 op te heffen en een nieuw besluit vast te stellen met alle bepalingen betreffende de

hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige ambtenaren van de Regie der Luchtwegen die voorkomen in dat koninklijk besluit en in de wijzigingsbesluiten van 20 februari 1981, 4 augustus 1982, 2 februari 1983, 4 augustus 1983 en 28 november 1985, en met de bepalingen van het thans ontworpen besluit.

+

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

In het eerste lid kan beter worden geschreven :

"Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967;".

Het juiste opschrift van het in het tweede lid aangehaalde koninklijk besluit van 5 oktober 1970 is : koninklijk besluit houdende omwerking van het statuut van de Regie der Luchtwegen.

Aan het slot van het derde lid schrijve men : "..., 2 februari 1983, 4 augustus 1983 en 28 november 1985;".

.../...

Daar de geldigheid van het advies van de Syndicale Raad van Advies afhankelijk is van de datum waarop het is gegeven, moet die datum in het vierde lid worden vermeld.

BEPALEND GEDEELTE.

Ingeval de Minister zou menen niet te moeten ingaan op het voorstel dat in de algemene opmerking nr. 2 is gedaan, zou toch de volgorde waarin de artikelen van het ontwerp staan, moeten worden gewijzigd : men neme eerst de bepalingen op die de artikelen van het koninklijk besluit van 7 november 1980 wijzigen en vervolgens de in de bijlagen bij dat besluit aan te brengen wijzigingen.

+

Artikel 1.

1. In de Franse tekst schrijve men "§ ler" en niet "§ 1". Dezelfde opmerking geldt voor andere bepalingen van het ontwerp.

2. In de inleidende volzin van paragraaf 1 behoeft niet te worden verwezen naar de koninklijke besluiten van 2 februari 1983 en 4 augustus 1983, daar die geen enkele uitdrukkelijke wijziging in bijlage I hebben aangebracht. Daarentegen moet wel een verwijzing naar het koninklijk besluit van 28 november 1985 worden opgenomen.

.../...

3. In bijlage I, Indeling van de graden over de verschillende niveaus en rangen, is de alfabetische rangschikking van de Franse en de Nederlandse benamingen opgesteld in deze volgorde :

Niveau 4 : rang 41, 43, 44 ...
Niveau 3 : rang 30, 32, 34 ...
Niveau 2 : rang 20, 21, 22 ...
Niveau 1 : rang 10, 11 ...

De wijzigingen die erin moeten worden aangebracht, zouden in dezelfde volgorde moeten worden opgenoemd.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 2.

4. Het ontwerp stelt geen enkele voorwaarde voor de benoeming tot de graad van vormingsdirecteur.

Uit de uitleg die aan de Raad van State is gegeven, blijkt dat die directeur in feite een gewone directeur is, die echter meer in het bijzonder is aangewezen voor de dienst in het vormingscentrum, en dat de voorwaarden voor benoeming in die graad dezelfde zijn als die voor benoeming in een andere directeursfunctie.

In paragraaf 1 moeten de woorden "in rang 13 Vormingsdirecteur" dan ook worden weggelaten.

5. In de Franse tekst van paragraaf 1, rang 35, schrijve men "agent de police principal d'aéroport".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 22.

.../...

Artikel 3.

1. Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te redigeren, waarbij de onderverdeling in twee paragrafen zou vervallen :

"In bijlage 2 van hetzelfde besluit, "basisgraden waaraan een graad van "eerste" is verbonden", gewijzigd bij de besluiten van 20 februari 1981 en 4 augustus 1982, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in rubriek A. "Administratief personeel" :

niveau 3

... (voorts zoals in het ontwerp);

niveau 2

... (voorts zoals in het ontwerp);

2° in rubriek B. "Meesters-, vak- en dienstpersoneel" :

niveau 2

... (voorts zoals in paragraaf 2 van het ontwerp)".

2. Uit de vergelijking van artikel 1, § 3, dat een lijst van in bijlage 1 A afgeschafte graden opgeeft, en van artikel 3, § 1, dat een lijst van in bijlage 2 afgeschafte graden bevat, blijkt dat de Minister de personeelsleden die bekleed zijn met een afgeschafte graad het voordeel wil laten behouden van de toekenning van de graad van "Eerste", zo die bestond.

.../...

Voor de operator-fotograaf komt die bedoeling niet tot uiting in het ontwerp.

Op dit punt moet artikel 3, § 1 (dat 1° wordt) dan ook worden aangevuld.

Artikel 4.

1. Het gebruik wil dat aan elk van de te wijzigen artikelen in beginsel een afzonderlijk artikel wordt gewijd.

Derhalve schrijve men :

"Artikel ... .-
Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 4. § 1. ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Bovendien zou het nieuwe artikel dat artikel 5 wijzigt, als volgt moeten worden ingeleid :

"Artikel ... .-
Artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 5. § 1. ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 7.

2. In het ontworpen artikel 4, § 2, moeten de woorden "waarvan sprake in paragraaf 1" vervangen worden door de woorden "waarvan sprake in para

graaf 1". Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 5, § 2, en voor artikel 15, § 2.

Artikel 6.

In de Nederlandse tekst van dit artikel vervange men het woord "geschrapt" door het woord "opgeheven".

Artikel 8.

1. Aan elk van de te wijzigen bepalingen dient een afzonderlijk artikel te worden gewijd.

De bepaling die het ontworpen artikel 57 inleidt, zou de volgende inleidende volzin moeten bevatten :

"Artikel 57 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 augustus 1982, wordt vervangen door de volgende bepaling :".

2. In het ontworpen artikel 57, § 2, moeten de woorden "waarvan sprake" vervangen worden door de woorden "waarvan sprake is".

Artikel 9.

In de bepaling onder 1° is het verkeerd te verwijzen naar het statuut van het Rijkspersoneel, aangezien dit statuut niet van toepassing is op de ambtenaren van de Regie der Luchtwegen.

Voorgesteld wordt het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel ... .

Tot de stage in de hoedanigheid van informaticus worden toegelaten, de geslaagden voor het vergelijkend wervingsexamen dat openstaat :

1° voor de houders van een diploma van burgerlijk ingenieur of voor de personen die met goed gevolg de studie aan de oefenschool van de artillerie en van de genie bij de koninklijke militaire school (polytechnische afdeling) hebben beëindigd en de titel van burgerlijk ingenieur mogen voeren;

2° voor de houders ... (voorts zoals in 2° van het ontwerp);

3° voor de houders ... (voorts zoals in 3° van het ontwerp)".

Artikel 11.

In de Nederlandse tekst van 1) schrijve men "niveau-anciënniteit" in plaats van "niveauanciënniteit" en in de Nederlandse tekst van 2) vervange men het woord "graduaat" door het woord "gegradueerde".

Artikel 12.

1. In de Franse tekst vervange men het woord "détenteurs" door het woord "porteurs".

.../...

2. Het is de Raad van State niet duidelijk waarom het ontwerp niet preciseert of de betrekking van "operator-simulator" zal worden verleend door aanwerving, door bevordering of door verandering van graad.

Artikel 14.

De woorden "na het slagen voor de basiscursus" moeten worden vervangen door de woorden "na het slagen voor het examen over de basiscursus".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 17, § 3.

Artikel 16.

In het tweede lid schrijve men "die titularis zijn van de graad" in plaats van "bekleed met de graad". In hetzelfde lid moet het woord "eveneens" geschrapt worden.

Dezelfde opmerkingen gelden voor artikel 19, tweede lid.

Artikel 18.

Ter wille van de overeenstemming met de terminologie van artikel 1, § 1, rangen 10 en 11, schrijve men in de Franse tekst "Le grade de commandant d'aéroport-adjoint principal" en "du grade de commandant d'aéroport adjoint".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 19, eerste en tweede lid.

.../...

Artikel 21.

Voorgesteld wordt te schrijven : "na het slagen voor de examens bij de Politieschool" in plaats van "na het slagen voor de cursussen aan de Politieschool".

Artikel 26.

Uit dit artikel volgt dat de personeelsformatie een betrekking van dienstchef van de luchthavenpolitie zal moeten omvatten.

Is zulks niet het geval, dan zal het artikel moeten worden herzien.

Artikel 27.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel ... .-

In artikel 4 van het koninklijk besluit van 4 augustus 1982 tot wijziging van het koninklijk besluit van 7 november 1980 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige ambtenaren van de Regie der Luchtwegen, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In paragraaf 1, Afdeling A. Administratief personeel, niveau 3, wordt de vermelding "agent van luchthavenpolitie" ingevoegd.

2° In paragraaf 1, Afdeling A. Administratief personeel, niveau 2, wordt het woord "onderluchthavenmeester" vervangen door de woorden "adjunct-inspecteur".

3° Paragraaf 3, tweede lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"... (zoals in het ontwerp, behalve dat aan het slot moet worden geschreven : "...; voor niveau 2 en voor de graad van agent van luchthavenpolitie, wordt de anciënniteit per graad vergeleken)".

Artikel 28.

Het is de Koning die door artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wordt belast met het vaststellen van het statuut van het personeel.

Doordat artikel 28 van het ontwerp de vaststelling van al wat betrekking heeft op de programma's van de vergelijkende examens, examens, proeven en opleidingsperiodes, opdraagt aan de Minister, overschrijdt het de grens van wat de Koning aan verordeningsbevoegdheid verder mag overdragen.

Bovendien moeten de woorden "waarvan sprake in dit besluit" vervangen worden door de woorden "waarvan in dit besluit sprake is".

Artikel 29.

In de uitvoeringsbepaling dient geen melding te worden gemaakt van de bevoegdheden van de Minister inzake buitenlandse handel.

+

.../...

SLOTOPMERKINGEN.

1. Het ontwerp voorziet niet in benoemingsvoorwaarden voor de graad van adjunct-correspondent 1ste klasse van mechanografie, bedoeld in artikel 1, § 1, rang 35. Het ontwerp zou in dat opzicht aangevuld moeten worden.

2. De Minister zal moeten onderzoeken of het niet raadzaam is dat met elke geschrapte graad een overgangsmaatregel zou gepaard gaan, die bepaalt dat de ambtenaar die op de datum van de inwerkingtreding van het ontworpen besluit titularis is van een geschrapte graad, op dezelfde datum benoemd wordt tot een bepaalde graad, met behoud van de anciënniteit die hij in de geschrapte graad heeft verkregen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS, conseiller d'Etat.

Le rapport a été présenté par M. Cl. ROUSSEAUX, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS, staatsraad.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Cl. ROUSSEAUX, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.